

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1909

THÈSE

N^o 199

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le jeudi 25 mars 1909, à 1 heure

Par **Jean-COLARD**

Né à Ornans (Doubs) le 24 novembre 1880

DE LA

NÉCESSITÉ DES OBITOIRES

Président : M. THOINOT, professeur.

*Juges : { MM. RAYMOND et ALB. ROBIN, professeurs.
 CLAUDE, agrégé.*

PARIS

IMPRIMERIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

10, Rue de Vaugirard, 10 (près l'Odéon)
(Anciennement : 26, rue Monsieur-le-Prince)

1909

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

111

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1909

N^o 199

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le jeudi 25 mars 1909, à 1 heure

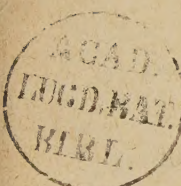
Par **Jean-COLARD**

Né à Ornans (Doubs) le 24 novembre 1880

DE LA
NÉCESSITÉ DES OBITOIRES

Président : M. THOINOT, professeur.

*Juges : { MM. RAYMOND et ALB. ROBIN, professeurs.
 CLAUDE, agrégé.*



PARIS

IMPRIMERIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

10, Rue de Vaugirard, 10 (près l'Odéon)
(Anciennement : 26, rue Monsieur-le-Prince)

1909

FACULTE DE MEDECINE DE PARIS

Doyen			M. LANDOUZY
Professeurs			MM.
Anatomie.			NICOLAS.
Physiologie			CH. RICHET.
Physique médicale.			GARIEL.
Chimie organique et chimie générale.			GAUTIER.
Parasitologie et Histoire naturelle médicale.			BLANCHARD.
Pathologie et thérapeutique générales.			BOUCHARD.
Pathologie médicale			BRISAUD.
Pathologie chirurgicale			DEJERINE
Anatomie pathologique			LANNELONGUE
Histologie.			PIERRE MARIE.
Opérations et appareils			PRENANT.
Pharmacologie et matière médicale.			HARTMANN.
Thérapeutique			POUCHET.
Hygiène			GILBERT
Médecine légale.			CHANTEMESSE
Histoire de la médecine et de la chirurgie.			THOINOT.
Pathologie expérimentale et comparée.			CHAUFFARD.
Clinique médicale.			ROGER.
			HAYEM.
			DIEULAFOI
			DEBOVE.
			LANDOUZY.
			HUTINEL.
Maladies des enfants			GILBERT BALLET
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.			GAUCHER.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.			RAYMOND.
Clinique des maladies du système nerveux.			PIERRE DELBET.
Clinique chirurgicale.			QUENU.
			RECLUS.
			SEGOND.
Clinique ophtalmologique.			DE LAPERRONNE
Clinique des maladies des voies urinaires.			ALBARRAN.
			PINARD.
Clinique d'accouchements			BAR.
			RIBEMONT-DES-
			SAIGNES.
Clinique gynécologique			POZZI.
Clinique chirurgicale infantile			KIRMISSON.
Clinique thérapeutique			A. ROBIN.
Agrégés en exercice.			
MM.			
AUVRAY	CUNÉO	LAUNOIS	NOBÉCOURT
BALTHAZARD	DEMELIN	LECENE	OMBREDANNE
BRANCA	DESGREZ	LEGRY	POTOCKI
BESANÇON (FERN.)	DUVAL (PIERRE)	LENORMANT	PROUST
BRINDÉAU	GOSSET	LEPER	RENON
BROCA (ANDRÉ)	GOUGET	MACAIGNE	RICHAUD
BRUMPT	JEANNIN	MAILLARD	RIEFFEL
CARNOT	JEANSELME	MARION	SICARD
GASTAIGNE	JOUSSET (ANDRÉ)	MORESTIN	ZIMMERN
CLAUDE	LABRÉ (MARCEL)	MULON	
COLVEAIRE	LANGLOIS	NICLOUX	

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE
MON GRAND-PÈRE, LE D^r J.-F. COLARD

A MON PÈRE LE D^r CH. COLARD

A MA MÈRE

MEIS ET AMICIS

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

M. LE PROFESSEUR THOINOT

PROFESSEUR DE MÉDECINE LÉGALE
MÉDECIN DES HOPITAUX
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

INTRODUCTION

En étudiant, dans ce travail qui couronne notre scolarité médicale, la *Nécessité des obitoires*, nous voulons signaler une grande lacune que les pays étrangers ont depuis longtemps comblée. Sans doute, l'installation des obitoires allemands, qui date de plus d'un siècle, fut guidée par des préoccupations qui n'ont rien à faire avec l'hygiène publique puisqu'elles ne visent que la mort apparente. Mais les progrès de l'Hygiène publique furent considérables pendant tout le XIX^e siècle, grâce surtout à l'influence des médecins français. Et, aujourd'hui c'est au nom de l'hygiène de la collectivité que nous réclamons la création d'obitoires.

Nous avons pu constater par nous-même, en visitant les agglomérations urbaines et les campagnes, l'urgence de cette nécessité.

Aussi avons-nous essayé de retracer un aperçu historique de cette question des obitoires qui a fait l'objet de nombreuses discussions et rapports successifs depuis cent ans, et nous avons étudié l'utilité des obitoi-

res au point de vue médical, hygiénique, moral et administratif. Nous avons, enfin, sommairement indiqué quelle devait être la disposition d'un obitoire capable de remplir complètement son rôle.

En effectuant ce dernier acte de notre scolarité, nous voulons remercier, pour l'enseignement et les conseils que nous en avons reçus, nos maîtres de l'école de Besançon et en particulier MM. les Professeurs MANDREAU et PRIEUR, et ceux de la Faculté de Médecine de Paris, MM. les Professeurs DEBOVE, RECLUS, LEPAGE et DE LAPERSONNE, qu'ils trouvent dans cet hommage la preuve de notre gratitude. Nous remercions également M. le Professeur THOINOT pour le très grand honneur qu'il nous a fait en acceptant de présider notre thèse.

CHAPITRE PREMIER

LES OBITOIRES ET LA MORT APPARENTE

C'est la peur des inhumations prématurées qui donna tout d'abord aux obitiores leur raison d'être. Longtemps cette crainte a régné sur le monde. Les savants n'en étaient pas épargnés. Une littérature très riche à ce sujet entretenait d'ailleurs la croyance aux enterrés vivants.

Bruhier d'Ablaincourt (1), vers la moitié du xviii^e siècle, fit paraître un ouvrage qui fit sensation et qui provoqua un mouvement européen ayant pour but de déceler à coup sûr la mort apparente. Louis (2) eut beau écrire ses « lettres pour rassurer les citoyens », tous les épisodes racontés par Bruhier aboutirent à un mouvement d'opinion dont la création d'obitiores fut en Allemagne, l'immédiat corollaire. On voulait conserver les

1. BRUHIER D'ABLAINCOURT. *Dissertation sur l'incertitude des signes de la mort et l'abus des enterrements et embaumements précipités*. Paris, 1745, 2 v.

2. LOUIS. *Lettres au roi sur la certitude des signes de la mort*. Paris, 1753.

morts pour voir si leur résurrection ne surviendrait pas.

Munich avait son obitoire dès 1792. Il était annexé à la chapelle Saint-Étienne et des gardes y veillaient jour et nuit. Dusseldorf eut le sien en 1822, Francfort en 1828, Ulm en 1823, Cologne en 1840, Lemberg dès 1809.

En France, pendant le siècle dernier, de nombreux auteurs s'occupèrent de la mort apparente. Leguern (1), Lenormand (2), Josat (3), Lebon (4), etc., firent paraître des mémoires qui émurent bien l'opinion publique puisqu'on vit se rédiger nombre de pétitions adressées aux pouvoirs publics et destinées à obtenir la création d'obitoires. Mais jamais les commissions savantes consultées ne voulurent imiter l'Allemagne et regarder comme nécessaire la formation de dépôts mortuaires.

D'ailleurs, il était bien difficile de savoir la part de vérité qui se trouvait enfouie dans les anecdotes macabres recueillies par Bruhier depuis Apulée et Celse jusqu'à Louis. Le mémoire de Bruhier est certainement bourré de faits, mais ces faits n'ont aucune valeur scientifique et leur exactitude serait-elle incontestable qu'il faudrait encore soutenir qu'ils ne prouvent absolument rien.

En effet, tous ces exemples datent d'un temps où la constatation d'un décès se faisait par le premier venu. Or, s'il est vrai de répéter, après Montaigne, que tout

1. LEGUERN. *Du danger des inhumations précipitées*. Paris, 1837.

2. LENORMAND. *Des inhumations précipitées*. Mâcon, 1844.

3. JOSAT. *De la mort et de ses caractères, etc.* Paris, 1854.

4. LEBON. *De la mort apparente*. Paris, 1866.

le monde se croit médecin, il semble cependant bon d'admettre que ne connaît pas qui veut les signes de la mort. Tout le monde ne sait pas ausculter un cœur, ni juger de la température ou de la sensibilité d'un corps, etc.

De tous les faits recueillis et commentés, il ressort que la science est une impuissante et on ne lui ménage pas le dédain. Or, il semble cependant que dans un tel débat c'est d'elle qu'il faut attendre la lumière.

Aussi, nous ne voyons en France que les grandes villes prendre des mesures fort justifiées pour que la vérification des décès fût faite par des médecins et d'obitires point.

Il y eut bien cependant, vers la moitié du siècle *xix*^e, un nouveau mouvement qui provoqua le legs Manni et le legs du marquis d'Ourches, mais cela ne servit qu'à aiguillonner l'esprit vers la recherche d'un signe indubitable de la mort comme s'il n'y avait pas un *syndrome* caractéristique de cet état qui puisse donner la certitude de la cessation de la vie.

C'est en Angleterre que, dans la dernière moitié du *xix*^e siècle, les obitires furent installés en grand nombre. Londres compte à présent un grand nombre de *mortuaries*. Presque tous ses quartiers en sont dotés. On en trouve aussi à Birmingham, Bristol, Dublin, Liverpool, Manchester, Sunderland, etc.

Dans les autres pays, il y en a aussi un peu partout, à Amsterdam, à Bruxelles, à Christiania, etc. En France nous ne possédons pas encore d'obitires. Ce n'est pas

cependant que leurs partisans n'aient fait une campagne incessante et très active.

Le conseil municipal de Paris, saisi à plusieurs reprises d'une demande de création d'obitoires, se prononça contre ce projet en arguant de l'inutilité de ces dépôts et des frais considérables qu'entraîneraient leur construction et leur entretien.

Le Sénat fit aussi la sourde oreille aux pétitions qui furent déposées sur son bureau à plusieurs reprises (2 mai 1863, 6 mars 1865, 23 février 1866, 23 janvier 1869) et qui furent le prétexte de discussions interminables au cours desquelles le cardinal Donnet fit le récit de sa macabre odyssée.

Le conseil de salubrité de la Seine fut, lui aussi, défavorable aux obitoires.

En 1844, Le Gueon avait soumis au Préfet de police une brochure sur les inhumations précipitées où il réclamait la création d'obitoires à l'instar de ceux installés en Allemagne. Voilà ce que nous lisons, à ce sujet, dans le rapport de Cadet de Gassicourt sur les travaux du Conseil de Salubrité de la Seine de 1840 à 1845 :

« Pour nous préserver du danger si effrayant d'inhumations anticipées, M. Le Gueon a proposé la création de *salles d'attente*, destinées à recevoir provisoirement, les individus décédés, ou présumés tels, jusqu'au moment où la mort dûment constatée permettrait de les inhumér en toute sécurité.

« Il existe, en effet, des exemples de ce genre d'établissement à Munich, Weimar, Mayence, Augsbourg, Francfort-sur-le-Mein. Néanmoins ayant considéré que,

dans l'état des connaissances actuelles, la sécurité publique n'exige pas que, pour être inhumé, le corps des personnes décédées soit atteint de putréfaction, dernier indice de la mort certaine, du moment que l'un des deux premiers caractères, la raideur cadavérique et l'anéantissement de la contractilité musculaire est bien constaté, le Conseil a pensé qu'il n'y avait pas lieu de donner suite à la proposition de créer ces *maisons d'attente* mortuaires dont l'établissement d'ailleurs entraînerait des dépenses très considérables. »

Cet argument économique n'avait convaincu personne, non plus que la raideur cadavérique, comme signe certain de la mort ; aussi les partisans des obitoires continuèrent-ils leur campagne. On saisit à nouveau le Conseil de salubrité de la Seine d'une demande de création d'obitoires. Par l'intermédiaire de son rapporteur, Devergie, le Conseil répondit toujours par la négative, en invoquant les mêmes arguments qu'antérieurement, et en y ajoutant toutefois une pointe de sentimentalisme qui était bien dans le goût de l'époque.

« En raison même des progrès de la science, dit Devergie (1), moins que jamais il est nécessaire de créer des maisons mortuaires, pour y déposer les corps jusqu'au moment de la putréfaction commençante. Depuis que des établissements de ce genre ont été fondés dans plusieurs villes de l'Allemagne, il ne s'est peut-être pas présenté un seul cas où les frais qu'entraînent avec

1. DEVERGIE, in Rapport sur les travaux du Conseil de salubrité de la Seine, pendant les années 1846, 1847, 1848.

eux ces établissements aient été compensés par le retour à la vie d'un corps déposé. — La religion et la piété filiale des pauvres comme des riches ne leur crieront-ils pas longtemps encore, si ce n'est toujours, de ne s'en rapporter qu'à eux-mêmes pour rechercher jusqu'à la dernière heure les derniers battements du cœur de ceux que la mort leur enlève? »

En 1863, une pétition ayant été adressée au ministre de l'Intérieur pour qu'il soit pourvu aux mesures propres à prévenir les inhumations précipitées, par l'établissement de maisons mortuaires, le Conseil consulté donna toujours le même avis défavorable.

En 1878, Devergie fait au nom du Conseil une déclaration qui conclut à l'inutilité des obitoirs : « La commission tient à faire remarquer, disait-il, que si sur 46.000 individus déposés dans les maisons mortuaires (d'Allemagne), il n'y a pas eu d'erreur sur la mort, cela ne tient pas à l'établissement des maisons mortuaires, mais bien à l'instruction dont sont pourvus les médecins qui ont constaté les décès et aux soins qu'ils ont apporté dans leur examen. Il en eût été de même si les maisons mortuaires n'avaient pas été établies : donc elles ont été jusqu'alors inutiles (1) ».

Au Congrès d'hygiène qui s'était tenu à Bruxelles, au mois d'octobre 1876, il y eut une grande discussion au sujet des maisons mortuaires. Mais on ne parvint guère à trancher la question de leur utilité. Crocq, Depaepe, Bouchut discutèrent la valeur des signes de la mort.

1. DEVERGIE. Communication faite au Conseil d'hygiène et de salubrité du département de la Seine. *Paris*, 1878.

Bouchu soutint l'inutilité des obitoires et prétendit que rien n'était plus facile que de constater la mort. Il prétendit même avoir inventé un *nécromètre* qui pouvait être mis dans les mains du villageois le plus ignare et donner la certitude de la mort (1).

Bouchut eut contre lui la majorité des congressistes. Aucune résolution ne fut cependant prise.

En 1875, le Conseil d'hygiène publique et de salubrité du département de la Gironde, par l'organe de Martin Barbet, son secrétaire général, posait que le seul signe certain, irrécusable de la mort, c'est la décomposition (2). Alors on peut se demander, avec Cieszkowski, « s'il est permis de procéder aux inhumations avant qu'il y ait un commencement de putréfaction (3) ? »

S'il n'y a pas un signe certain de la mort, il existe cependant un ensemble de symptômes qui, réunis et constatés par une personne compétente, par un médecin, peuvent donner la certitude de la mort. Les signes de la mort tirés de l'examen de la sensibilité, de la respiration, de la circulation, de la température, etc., ne peuvent être interprétés que par un médecin, car celui-ci seulement peut apprécier leur valeur et faire, « comme il ferait pour une maladie, un véritable diagnostic » (Brouardel) (4).

1. Voir *Revue Scientifique*, 1876, p. 381.

2. Compte rendu des travaux du Conseil d'hygiène publique et de salubrité du département de la Gironde. *Ann. hyg. publ.*, 1875, t. XLIII, p. 95.

3. Congrès général d'hygiène de Bruxelles, 1852, p. 165.

4. BROUARDEL. *La mort et la mort subite*, p. 54.

« Il y a tant de signes certains de la mort, dit Bouchut (1), qu'il est impossible à un médecin vraiment instruit de confondre la mort apparente avec la mort réelle. »

« La constatation du décès ne saurait être confiée qu'à un médecin, dit Devergie, la science médicale possédant seule les moyens certains de reconnaître l'état de mort réelle et de la distinguer de l'état de mort apparente (2). »

C'est inspirée par les déclarations de ces personnalités compétentes que la commission chargée par le Conseil de salubrité de la Seine d'étudier l'utilité de la création des maisons mortuaires, formula la conclusion suivante, ayant trait à l'éducation scientifique du médecin vérificateur (3) :

« La commission pénétrée de l'importance de l'acte qu'accomplit le médecin lorsqu'il est appelé à constater la cessation de la vie, émet le vœu que tous les candidats au doctorat en médecine soient initiés, par la pratique, à la connaissance parfaite de la cessation de la vie. Elle pense qu'il y aurait lieu d'appeler l'attention particulière des Facultés de Médecine et des jurys médicaux pour la réception des officiers de santé, sur la nécessité de combler une lacune souvent signalée. »

Il nous semble qu'avant de tant songer à la valeur du

1. BOUCHUT, in *Dict. de thérapeutique médicale et chirurgicale*, art. « Mort ».

2. DEVERGIE. Inhumations précipitées, *Ann. hyg. publ.*, 1870, t. XXVII, p. 293.

3. *Ann. hyg. publ.*, 1870, t. XXXIV, p. 327.

médecin, il serait plus sage de réclamer contre l'article 77 du Code civil qui donne à l'officier de l'état civil le droit de délivrer le permis d'inhumer et de constater le décès.

Voici la teneur des articles du Code civil qui visent la constatation des décès :

ART. 77. — Aucune inhumation ne sera faite sans une autorisation, sur papier libre et sans frais, de l'officier de l'état civil, qui ne pourra la délivrer qu'après s'être transporté auprès de la personne décédée, pour s'assurer du décès, et que vingt-quatre heures après le décès, hors les cas prévus par les règlements de police.

ART. 78. — L'acte de décès sera dressé par l'officier de l'état civil sur la déclaration de deux témoins.

On n'a guère attendu longtemps pour comprendre tous les inconvénients d'une pareille mesure et, dans les grandes villes tout au moins, les autorités municipales ont confié à des médecins spéciaux le soin de la vérification des décès. A Paris, c'est par un arrêté préfectoral en date du 13 octobre 1800, que des médecins sont désignés pour constater les décès.

Par contre, dans 25.000 communes sur 36.000, cette constatation n'est pas faite, soit deux tiers de la population ! Ceci ressort des conclusions formulées par l'Académie de Médecine à propos du concours institué par le marquis d'Ourches, en 1874 (1).

1. DEVERGIE. *Ann. hyg. publ.*, t. XXVII, p. 293.

Avant de réclamer des obitoires communaux dont l'édification coûterait cher aux communes, il est bien plus rationnel de demander l'organisation générale d'un service médical de vérification des décès et de ne plus laisser à des personnes étrangères à l'art médical le droit d'affirmer l'authenticité d'un décès.

On peut supposer la nécessité de deux médecins environ par canton. Cela ferait environ 5.800 médecins cantonaux. En fixant, à environ 1.000 francs le chiffre de leurs honoraires, la création des médecins vérificateurs des décès reviendrait ainsi à 5.800.000 francs. Cette somme paraît énorme. Elle n'est rien pourtant à côté de ce que coûterait l'édification d'obitoires communaux. D'ailleurs elle pourrait facilement être couverte en prenant sur les droits municipaux qui sont versés lors de chaque inhumation.

En résumé, les inhumations prématurées dont la littérature médicale paraît riche ne justifient pas la création d'obitoires. Il est plus rationnel de réclamer d'abord une vérification des décès par un médecin et de ne plus laisser à une personne incompétente le soin d'une constatation aussi grave.

Mais la nécessité des obitoires se justifie par d'autres raisons que nous allons examiner.

CHAPITRE II

LES OBITOIRES ET L'HYGIÈNE PUBLIQUE

§ I

Dans les agglomérations urbaines

Cette idée des dépôts mortuaires nécessités par l'hygiène sociale est une idée bien française. « J'ai imaginé des lieux de dépôt pour les morts, dit Thierry, en 1785 (1); on en sent la nécessité pour nombre de familles pauvres, nombreuses, resserrées dans d'étroits logements. »

Mais des idées aux actes il y a loin, surtout en France et c'est en Allemagne, où la campagne de Bruhier d'Ablaincourt avait eu une grande répercussion, que nous voyons s'édifier les premiers obitoirs.

Sans doute, on était guidé, en créant ces dépôts, par la peur des enterrements prématurés bien davantage que par des considérations hygiéniques. Cependant, les chambres de morts (Leichenkammer) établies en Autri-

1. THIERRY. *La vie de l'homme respectée à ses derniers moments*. Paris, 1785.

che, à cette époque, avaient pour but d'éviter les inconvénients du séjour des morts dans d'étroites demeures. Elles étaient attenantes à une église.

En France la pétition de Berchtold, adressée à l'Assemblée nationale en 1792, les écrits de M^{me} Necker demeurèrent sans écho.

Toutefois, un arrêt du préfet de la Seine, à la date du 21 ventôse an IX, prescrivit l'établissement à Paris de six dépôts mortuaires « pour servir aux corps des décédés avant leur transport dans les enclos de sépulture ». Malheureusement, on avait prévu ces obitoires en plein Paris, et l'on recula devant les frais de leur installation et les dangers qu'ils pouvaient présenter en temps d'épidémie.

Cet argument des épidémies fut tour à tour invoqué par les partisans et les adversaires des obitoires. Ainsi, nous voyons Marc déclarer plus tard, au nom de ses collègues du Conseil de salubrité de la Seine, adversaires, comme lui des dépôts mortuaires, que « dans les cas d'épidémie, avec crainte de contagion, ce serait peut-être le cas de réunir les corps des décédés dans des cabanes aérées ».

Cadet de Gassicourt, dans le rapport déjà cité, déclarait, en 1843, que l'obitoire « offrirait, pour Paris, l'incontestable avantage de recueillir, dans une enceinte spéciale, des corps qui souvent sont une cause d'insalubrité pour la classe ouvrière, dont le local d'habitation, pour toute la famille, consiste parfois en une seule pièce ».

Devergie s'exprimait de même quelques années plus

tard. « Le Conseil a pensé, disait-il, qu'au lieu de maisons mortuaires, il pourrait y avoir à fonder de plus simples établissements destinés à recevoir, peu de temps après la mort, les corps des pauvres qui n'ont qu'une étroite habitation de famille. »

Nous avons tous présents à l'esprit des faits qui nous font approuver cette manière de voir. Nous avons tous vu des logements d'ouvriers urbains qui ne se composent que d'une seule pièce dont le cube d'air à peine suffisant pour deux personnes est encore diminué par la présence des meubles et doit servir d'asile à des familles de quatre et cinq membres ou même davantage.

Si, dans cette atmosphère manifestement insuffisante, où respire toute une famille, où se retrouvent toutes les émanations de la cuisine, les poussières du ménage, il y a un cadavre en putréfaction, celui-ci devient une véritable nuisance.

Le logement devient inhabitable et, si l'on se trouve en temps d'épidémie, les insectes, les poussières seront autant de propagateurs de la maladie dont le foyer ne sera autre que le cadavre conservé au nom d'un culte respectable.

Un culte a le droit d'être respecté mais il n'a pas le droit d'être un danger pour autrui. L'obitoire, en offrant un abri au cadavre, supprimerait le danger de sa conservation au milieu d'une population très dense et permettrait ainsi de rendre pleinement aux morts le culte qui leur est dû.

« En visitant, dans le XIII^e arrondissement de Paris une cité-caserne dont l'insalubrité avait été signalée à la

Commission des logements insalubres et où s'était développée une épidémie de variole, nous avons constaté dit le D^r du Mesnil, le fait suivant :

« Dans une chambre, dont la malpropreté défie toute description, était couché un homme atteint de la variole. Le logement se composait d'une seule pièce où habitaient le mari, la femme et les enfants. Il n'y avait, dans ce taudis, qu'un lit sur lequel était étendu le malade.

« Nous demandâmes où reposait le reste de la famille. On nous montra, au pied du lit, un amas de débris de matelas et de couvertures qui étaient étalés le soir sur le plancher pour le coucher de la femme et des enfants du patient. Chaque matin ils étaient relevés pour permettre de circuler dans la pièce.

« Si le malade avait succombé, ces malheureux eussent donc été forcés de cohabiter dans les conditions que je viens de dire, au moins pendant vingt-quatre heures avec le cadavre d'un varioleux.

« Je n'ai pas besoin d'insister de ce qu'un tel fait a de profondément regrettable, que l'on se place sur le terrain de la philanthropie ou de l'hygiène (1). »

Kœchlin-Schwartz rapporte avoir vu, dans une pièce exigüe habitée par un ménage d'ouvriers, le père atteint de la variole râler sur le lit unique, cependant qu'autour de lui, sa femme et ses cinq enfants, sans feu ni pain, attendaient désespérés que leur tour vint d'être frappés par la maladie (2).

1. DU MESNIL. Communication à la Société de médecine publique, séance du 22 octobre 1879.

2. Cité par LAFOLLYE ET NAPIAS, in Création des dépôts mortuaires à Paris, *Annales d'Hyg.*, 1880, t. I, p, 161.

« Si ce malheureux, ajoute Napias, a succombé à la variole, sa famille a dû rester pendant trente ou quarante heures au côté du cadavre, attendant l'heure de l'enterrement, et pendant trente ou quarante heures ce cadavre a pu infecter cette femme et ses cinq enfants. C'est même sept personnes que nous devrions dire, car nous allions oublier d'ajouter que la pauvre femme était enceinte, et que, pendant que son mari agonisait, elle mettait au nombre un sixième enfant. »

Si l'on songe que les logements constitués par une pièce unique pour toute une famille parfois nombreuse, sont au nombre de près de 100.000, à Paris, on voit de suite combien la création des obitoires s'impose pour faire cesser cette promiscuité regrettable des morts et des vivants.

La troisième question proposée pour le Congrès général d'hygiène de Bruxelles était ainsi conçue :

« Quelles sont les règles à suivre pour les inhumations ainsi que pour l'assainissement des cimetières ? Quelle peut-être l'utilité des dépôts mortuaires, et, pour le cas où cette utilité serait reconnue, quel devrait être leur mode d'organisation ? (1) »

Le débat partagea les congressistes en deux camps bien tranchés. Les uns faisant valoir des questions de « haute moralité », invoquant les « sentiments religieux » et ceux, non moins sacrés, de la famille se prononcèrent contre les dépôts mortuaires. Les autres, au contraire —

1. Compte rendu du Congrès général d'hygiène publique de Bruxelles, session de 1852, in *Ann. d'Hyg.*, 1853, p. 231.

et parmi eux il y avait Duepétiaux (Belgique), lord Ebrington (Angleterre), le comte Cieszkowshi (Prusse), Varrentrapp (Francfort) et aucun français — admirent la nécessité des dépôts mortuaires et parvinrent à faire voter, par le Congrès, la résolution suivante, bien faible il est vrai :

« Le Congrès déclare l'utilité des dépôts mortuaires dans chaque paroisse. *L'usage en sera facultatif*. En général, le transport des cadavres ne pourra avoir lieu qu'après que le décès aura été dûment constaté. Le transport se fera avec les précautions hygiéniques à déterminer par voie réglementaire. »

Lord Ebrington obtint même l'addition de l'amendement suivant :

« Le Congrès, convaincu des inconvénients de la conservation des cadavres dans les chambres habitées, déclare l'utilité et recommande instamment l'établissement des dépôts mortuaires. »

Au Congrès de Bruxelles de 1876, la question des dépôts mortuaires revint en discussion et Bergé y déclare (1) que les principes d'humanité, aussi bien que les prescriptions de l'hygiène, imposent l'obligation de créer des dépôts mortuaires, pour délivrer au plus vite les vivants de la présence malsaine et désolante des morts. »

Dès lors, la question des obitoires entre, en France, dans une phase nouvelle où l'on voit les rapporteurs des commissions compétentes ne plus s'occuper des obi-

1. *Annales d'Hyg.*, 1877, t. XLVII, p. 55.

toires qu'au point de vue de l'intérêt qu'ils peuvent présenter pour l'hygiène publique et se prononcer clairement pour leur création.

Du Mesnil fait, en 1879, une communication à la Société de médecine publique qui est l'origine d'un projet sur lequel la préfecture de la Seine voulut se prononcer. Dans la séance du 11 mars 1880, Georges Martin fait la proposition de créer des maisons mortuaires à Paris.

Les rapports de Lafolloye et Napias, de Lamouroux, le voyage d'étude de Chassaing, n'empêchèrent pas le projet de sommeiller pendant dix ans et ce n'est que dans sa séance du 21 juillet 1890 que, sur un nouveau rapport de Charles Laurent, et après une discussion où furent reproduits tous les arguments maintes fois développés pour et contre cette institution, on décida la création de deux dépôts mortuaires situés l'un au cimetière du Nord, l'autre au cimetière de l'Est.

Ce chiffre est manifestement trop peu élevé eu égard au nombre considérable de logements exigus trop étroits pour les vivants et qu'un cadavre occupe tout entier. Récemment encore, on fit valoir contre eux le danger problématique qu'il y aurait à y transporter des cadavres d'individus morts d'une maladie contagieuse (D^r Frère).

Nous ne comprenons guère cet argument, car il semblerait faire croire qu'il vaut mieux laisser un tel cadavre au milieu des vivants qu'il risque d'infecter.

Si l'on se laissait aller à un amour exclusif de l'hygiène, on serait tenté de conclure à l'obligation de l'in-

humation précipitée d'un cadavre qui peut être un danger pour la santé de la collectivité. Mais sans aller jusque-là, ne convient-il pas de trouver excellent le rôle de l'obitoire qui permet de conserver à la famille éprouvée la vue d'un être qui lui fut cher tout en protégeant le reste des hommes contre ce que cette conservation contient de dangers immédiats pour la santé publique ?

Il faut que le nombre des obitoires soit considérablement augmenté. Il faut surtout faire connaître leur rôle, leur utilité, voire même leur existence pour la plupart du temps ignorée. Et c'est aux médecins de s'efforcer pour qu'on se serve des obitoires chaque fois que l'hygiène peut y trouver son intérêt.

A l'heure présente, la plus grande partie de la population ouvrière ne saurait se servir des obitoires installés au Père-Lachaise et au cimetière Montmartre. L'installation d'obitoires pouvant être utilisés par les agglomérations ouvrières de la rive gauche à Paris, est urgente. C'est aux pouvoirs publics d'y pourvoir. Les conclusions du Professeur Brouardel sont toujours vraies et ce n'est pas avec deux obitoires qu'on peut atteindre, à Paris, le but qu'on se proposait.

Au surplus, dans les villes de la province où la population ouvrière est dense, il faudrait aussi créer des obitoires. M. le Professeur Lacassagne en a réclamé pour Lyon (1).

Pour Paris, il ne s'agit plus de discuter l'utilité des

1. *Lyon médical*, mars 1881.

obitoires puisque le Conseil municipal a décrété leur installation. Voilà ce que dit ce décret :

Art. 5. — Il peut être établi des chambres funéraires destinées à recevoir, avant la sépulture, les corps de personnes dont le décès n'a pas été causé par une maladie contagieuse.

Mais il est urgent d'en augmenter le nombre si l'on veut en retirer quelque bénéfice pour l'hygiène publique.

Ce décret est nettement explicite au sujet des décès causés par une maladie contagieuse. Nous ne croyons pas que cette clause prohibitive soit justement motivée. Comme nous l'avons dit plus haut il n'y a aucun intérêt à défendre l'entrée de l'obitoire à un cadavre de contagieux qui sera bien plus dangereux si on le laisse dans un logement exigü au milieu de la famille qui s'y trouve confinée.

C'est au contraire dans le cas de grande épidémie que la création d'obitoires fut regardée comme nécessaire à cause des dangers que présentaient, dans les agglomérations urbaines, les cadavres qui y séjournaient pendant plusieurs heures, voire même plusieurs jours, à seule fin d'attendre les délais exigés par les lois ou décrets (1).

La déclaration du décès n'a guère lieu, en effet, que dix à douze heures après la mort, et il se passe ensuite vingt-quatre heures entre la visite du médecin vérifi-

1. Voir LECADRE, in. *Ann. hyg. publ.*, 1866, t. XXV, p. 477.

cateur et l'inhumation. Il faut compter trente-six, quarante, cinquante heures entre la mort et l'enterrement.

Si cela est pour les inhumations prématurées, une chose rassurante, du moins cela certifie-t-il que dans des circonstances climatériques spéciales, pendant les épidémies ou dans le cours de certaines maladies, le cadavre peut être, dans les logements ouvriers, une véritable nuisance à laquelle l'obitoire remédierait.

§ II

Dans les campagnes.

Nous venons de voir que, dans les agglomérations urbaines, le cadavre peut être un danger quelquefois et toujours un obstacle pour l'hygiène sociale. Est-ce à dire que, dans les milieux ruraux, l'hygiène publique ne puisse avoir à se plaindre de la présence d'un cadavre ! Évidemment si.

Il y a d'abord des logements ouvriers exigus qui contiennent une famille trop nombreuse pour leur cubage d'air. En été, fenêtres et portes ouvertes peuvent remédier à cette insuffisance, mais en hiver quand la froidure incite même l'habitant à boucher toutes les ouvertures et quand le poêle en fonte qui a remplacé l'antique cheminée, dévore la plus grande partie de l'oxygène ambiant pour le remplacer par des gaz délétères, l'air de ces taudis devient irrespirable. Placez dans un tel milieu le cadavre d'un varioleux, d'un typhique, d'un tuberculeux, croyez-vous que les vivants qui de-

meureront à ses côtés, marmaille sommeillante et voisins venus pour la veillée, ne seront pas de ce fait en de très mauvaises conditions d'hygiène?

Au point de vue zootechnique, on prend des mesures sévères pour protéger le bétail contre maintes épidémies. On n'en prend guère pour enrayer la propagation des malades capables d'attaquer les populations d'une façon épidémique.

Qu'un chemineau, atteint d'une maladie contagieuse soit trouvé mort un soir d'hiver, dans une meule; son cadavre sera placé dans la salle de mairie en attendant la visite du médecin qui doit constater le décès et délivrer le permis d'inhumer. Peut-on faire mieux pour la propagation d'une maladie contagieuse?

Si ce n'est pas dans la salle de la mairie, souvent unique, où passent une grande quantité de personnes, où même parfois l'instituteur fait sa classe, donne des cours, c'est dans le local réservé aux voyageurs sans asile que l'on dépose le cadavre de l'inconnu. Les moyens de désinfection sont rares dans les campagnes, la population n'y est pas habituée et ne se montre pas toujours disposée à suivre les conseils qui lui sont dictés par les praticiens, en sorte que ce local deviendra une source possible de contamination pour tous les malheureux qui y viendront chercher le repos d'une nuit.

Les communes devraient donc avoir un lieu de dépôt pour les morts, un obitoire. Il serait de la plus grande utilité au point de vue de l'hygiène publique puisqu'il serait une garantie contre la propagation possible des maladies importées par les voyageurs qui succombe-

raient sur le territoire de la commune. Il offrirait, au surplus, pour les familles pauvres et nombreuses les mêmes avantages que ceux des obitoires urbains.

Reste, pour les campagnes, un dernier point de vue à envisager qui ne déplaira pas aux médecins légistes.

Souvent la justice préoccupée des révélations tardives fournies par les paysans dont la langue ne se délie que lentement, ordonne une exhumation aux fins d'autopsie. Dans le cimetière de campagne, au milieu des champs, on exhume le cercueil. Où faire l'autopsie ? la question est souvent fort embarrassante. On est obligé d'avoir recours à des forces de police pour éloigner le public gourmet de spectacles macabres et le médecin légiste fait son autopsie derrière quelque cyprès. Ne vaudrait-il pas mieux, et pour le médecin et pour la foule, qu'un obitoire voisin pût offrir un abri pour cette besogne judiciaire qui doit pouvoir se passer du regard des curieux ?

CHAPITRE III

CONSIDÉRATIONS MORALES AYANT TRAIT A L'INSTALLATION DES OBITOIRES

Aux considérations médicales et hygiéniques qui commandent la nécessité de l'installation des obitoires, il faut ajouter des considérations d'ordre moral. Et, parmi celles-ci, d'aucunes sont des arguments qui s'ajoutent à ceux déjà fournis dans les chapitres précédents, d'autres sont exploitées par les adversaires des obitoires.

Ce n'est pas seulement, en effet, au nom de l'hygiène qu'on doit enlever les cadavres des taudis où ils gisent fréquemment et qui sont déjà beaucoup trop étroits pour les vivants qui y demeurent, mais encore au nom de la morale.

Est-il admissible que pendant quarante-huit ou soixante heures, et même davantage, — c'est-à-dire pendant tout le temps qu'exigeront les formalités de déclaration, de vérification, puis l'attente des cérémonies religieuses — on laisse un cadavre au contact de toute

une famille qui vivra là à ses côtés, effectuant, dans la même pièce que celle où il repose, tous les actes de la vie, le repas, le travail, le sommeil, etc. ?

Le respect aux morts est une chose qui est dans nos mœurs, que tout le monde accepte. Eh bien, est-ce témoigner quelque respect pour le mort que de le laisser en pareil lieu ? Évidemment non.

Un respect qui ne se témoigne point par des marques extérieures appréciables nous apparaît comme une caricature, une raillerie. On pourra dire que le recueillement et le souvenir pieux du disparu dont on cherche à évoquer les vertus pour s'encourager au Bien, constituent la meilleure forme du respect. Nous ne voulons pas soutenir une thèse qui va à l'encontre de cette vérité, mais nous croyons pouvoir affirmer que ce serait prouver le respect qu'on doit au mort que de vouloir placer celui-ci dans un milieu convenable loin du bruit et du contact des trivialités.

Ce contact a d'ailleurs souvent quelque chose de douloureusement tragique. Telle est l'histoire narrée par ce fait-divers recueilli, il y a quelques jours, dans une feuille de la presse quotidienne :

« Le charretier L.D..., de R... est tombé accidentellement sous les roues d'une voiture de déménagement qu'il conduisait. Le malheureux a été écrasé. Sa femme était couchée et sur le point de donner le jour à son quatrième enfant lorsqu'on ramena le cadavre dans l'unique pièce occupée par cette famille d'ouvriers. La malheureuse femme voulut se suicider. On craint pour sa raison. »

Dans maintes circonstances, souvent relatées par les praticiens, cette situation déplorable est encore aggravée par l'immoralité de la famille. Pour tuer un chagrin qui n'existe guère; sous le prétexte de se donner de la force d'âme pour supporter la séparation de celui qu'on pleure, les parents s'adonnent à force libations et l'ivresse pénètre dans la chambre unique qui ne tarde pas à présenter le spectacle le plus désolant et le plus écoeurant.

Dans les campagnes la tristesse d'un tel état de choses n'est pas moins fréquente et regrettable. Sans doute il est plus rare de rencontrer des logements exigus habités par une famille grouillante. Nous en connaissons tous, cependant.

Mais, en outre, n'y a-t-il pas fréquemment des blessés, des noyés, des pendus, des morts subites sur les routes, qui nécessitent un dépôt des cadavres, du moins pendant le temps des formalités administratives et judiciaires? L'administration locale ne sait guère où il faut effectuer ce dépôt.

La vérité est qu'elle n'a rien à sa disposition pour cela. Tantôt ce sera la mairie, tantôt ce sera le dépôt des pompes à incendie, tantôt, enfin, l'abri réservé aux voyageurs sans ressource. Dans tous les cas ce local est irrespectueux pour la dépouille qu'on y dépose.

Est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux que chaque commune ait, à l'entrée du cimetière communal, un local approprié pour y effectuer le dépôt des morts, plutôt que d'être obligé de les déposer sur le pavé d'une mairie, sur la glaise d'un hangar? Ce serait pour tous une leçon et un bienfait.

Les adversaires des obitoires cherchant, eux aussi, des arguments moraux en faveur de leur thèse, ont prétendu qu'on ne pouvait ainsi séparer la famille de ses morts et qu'il serait toujours impossible de vaincre ce sentiment, légitime en somme, du cœur qui commence à se révolter à l'idée de la séparation définitive.

A cela on peut répondre qu'en Allemagne les familles ont accepté la nécessité des obitoires et n'ont pas cru, pour cela, déchoir en moralité. Au surplus, ce n'est pas parce que le cadavre est déposé à l'obitoire que la séparation se trouve accomplie. La famille peut, là encore, tenir à celui qui n'est plus, la compagnie qui lui semble une marque de respect. Elle peut l'y honorer de son recueillement.

Il n'est nécessaire pour cela que de disposer l'obitoire en conséquence.

Quant aux sentiments religieux ils ne sauraient être utilisés contre les obitoires. Nous ne croyons pas d'ailleurs que l'Église ait jamais mené la guerre contre l'installation des dépôts mortuaires.

CHAPITRE IV

RÉGLEMENTATION DES OBITOIRES, LEUR UTILISATION OBLIGATOIRE

Montesquieu disait qu'il n'était pas possible de réformer les lois si l'on ne réformait pas d'abord les mœurs. Les mœurs françaises s'accommoderaient mal d'une contrainte qui rendrait obligatoire le dépôt des cadavres dans les obitoires.

La liberté pour chacun de faire ou de ne pas faire usage de l'obitoire doit être la règle, ce fut la conclusion adoptée, en 1852, par le Congrès d'hygiène, qui émit un vœu dans les termes suivants :

Le Congrès convaincu des graves inconvénients de la conservation des cadavres dans les chambres habitées déclare l'utilité et recommande instamment l'établissement des dépôts mortuaires dans chaque paroisse. *L'usage en sera facultatif* (1).

Dans les cas ordinaires, c'est aux médecins qu'il faudra demander le talent de persuasion nécessaire pour inciter les familles à bénéficier de l'installation des obitoires. En Allemagne, où l'usage de l'obitoire est entré

1. *Annales d'hygiène*, t. II, p. 207.

dans les mœurs, les familles s'en servent bénévolement.

Mais s'il est naturel que dans les cas ordinaires l'usage de l'obitoire demeure facultatif, dans les cas d'épidémie, au contraire, l'obligation du dépôt des cadavres à l'obitoire devient nécessaire. « Il y a là, dit Napias, plus qu'une incommodité ou qu'un danger restreint, mais une extension possible de ce danger à la Cité tout entière qui rend légitime l'enlèvement immédiat des cadavres (1). »

Il n'est pas besoin d'édicter une loi nouvelle pour ordonner la nécessité, l'urgence de ce dépôt et pour armer les corps municipaux contre les récalcitrants. La loi du 16-24 août 1790, sur l'organisation judiciaire, cite, en effet, parmi les objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux (titre XI, article 3, 5°) « le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les *épidémies*, les *épizooties* .. »

A Paris, aux termes des articles 13 et 22 de l'arrêté des consuls du 22 messidor an VIII, c'est au Préfet de police que la salubrité est attribuée, ce serait donc à lui que reviendrait le soin de prendre pour le dépôt des cadavres dans les obitoires telles précautions et diligences utiles.

La création de dépôts mortuaires a été réclamée surtout à une époque où l'on était préoccupé de la question des inhumations précipitées ; il s'ensuivait nécessairement que le dépôt des morts dans ces établissements,

1. LAFOLLYE-ET NAPIAS, *Ann. d'hyg.*, 1880, t. I. p. 163.

devait être une règle générale à laquelle personne ne pouvait se soustraire. L'idée, toute philanthropique qu'elle était, vint se briser contre cette généralisation, qui révoltait bien plus encore les sentiments d'affection des familles qu'elle ne froissait les instincts de caste par la promiscuité des morts dans ces dépôts.

A présent que c'est l'intérêt de l'hygiène publique qui est visé, les obitoires deviendraient plus fréquentes soit volontairement, soit de par l'autorité des corps municipaux ou du Préfet de police (à Paris), à qui la loi confère le droit d'y recourir.

Dans certaines circonstances cependant où la morale plus encore que l'hygiène commanderait l'enlèvement du cadavre du milieu indigne où il se trouverait, l'officier public ne paraîtrait pas assez suffisamment armé par la loi. Mais il ne serait nécessaire, pour combler cette lacune, que d'inclure quelque article explicite dans la loi qui dicterait la création des obitoires.

Dans tous les cas, ce serait au médecin de signifier aux pouvoirs publics la nécessité du transfert à l'obitoire du cadavre qui pourrait être un danger pour la famille ou la Société et là encore, comme toujours, apparaît le rôle éminemment social du praticien.

Quant à la façon dont seraient transportés les cadavres, ils le seraient de façon à sauvegarder l'hygiène publique et la susceptibilité légitime des familles.

Au point de vue médico-légal, le dépôt d'un cadavre à l'obitoire serait nécessaire et ordonné par le parquet chaque fois qu'il y aurait crime et que la justice aurait intérêt à conserver le cadavre pour éclairer ses recherches.

CHAPITRE V

ORGANISATION DES OBITOIRES LEUR AGENCEMENT ET LEUR MATÉRIEL SCIENTIFIQUE

Si la loi du 24 août 1790 donne aux autorités municipales le pouvoir qui leur est nécessaire pour faire transporter dans les obitoires les cadavres qui seraient un danger pour la santé des vivants, la création des obitoires n'est ordonnée par aucun arrêté, circulaire ou décret ayant forcé de loi. Les deux dépôts mortuaires qui existent à Paris ont été créés à la suite d'un vote du Conseil Municipal en date du 21 juillet 1890.

En Angleterre, les comités locaux de salubrité ont, entre autres attributions, celle d'approprier un local pour les réceptions des corps d'individus morts de maladies contagieuses ou des corps assujettis à une vérification *post mortem*. Dans les cas où les comités négligeraient de faire usage des pouvoirs que leur donne la loi, le gouvernement est investi de suppléer d'office à leur inaction.

En France, rien de pareil n'existe et tout est à faire. C'est aux pouvoirs publics d'ordonner le nécessaire sur ce point, à l'instar des pays étrangers qui nous ont devancé dans cette voie, et c'est des Conseils d'hygiène que doit venir l'initiative de l'inévitable proposition.

Où placera-t-on les obitoires ? Les deux dépôts mortuaires parisiens ont été placés dans les cimetières, l'un au cimetière Montmartre, l'autre au cimetière du Père-Lachaise. Pour tous les cimetières *intra muros* il serait possible d'y construire des obitoires qui pourraient naturellement être utilisés par d'autres personnes que celles qui auraient le dessein d'enterrer les cadavres de leurs parents dans le cimetière voisin.

Cependant, dans l'avenir, l'usage des cimetières éloignés des villes ne manquera pas de prévaloir. Différents projets ont déjà été étudiés pour ce qui concerne la ville de Paris. A l'heure actuelle même, la plupart des familles pauvres — c'est-à-dire celles-là qui auraient justement le plus à se servir de l'obitoire — conduisent leurs défunts dans des cimetières *extra muros*. Il faut donc qu'il y ait d'autres obitoires que ceux qu'on installerait dans les cimetières. A moins que, chose possible en somme, on installe, à l'entrée des grandes nécropoles parisiennes, de très vastes obitoires pouvant servir à plusieurs arrondissements à la fois.

Lafolloye et Napias, dans leur rapport de 1880, proposaient, avec Du Mesnil, l'installation des obitoires au centre des quartiers qu'ils devaient desservir. Ils avaient même désigné, dans un but économique, d'affecter à cet usage certains établissements municipaux

devenus inutiles. Les convois seraient partis de ces véritables demeures mortuaires pour se rendre au temple et au cimetière.

A Paris ce projet nécessiterait une étude approfondie que nous ne pouvons pas aborder ici, car elle ne rentre pas, en réalité, dans le plan de ce travail. Disons cependant qu'il n'y a là rien d'impossible puisqu'à Londres chaque quartier à son obitoire.

Dans les campagnes cependant, il semble qu'un local spécialement aménagé à l'entrée des cimetières, qui ne sont jamais éloignés des agglomérations, remplirait sans obstacle le rôle d'obitoire. Les frais en seraient peu élevés.

Signalons enfin, qu'à Leipzig, un règlement exige que, dans certaines maisons réunissant un grand nombre de ménages, il y ait une chambre dans laquelle on dépose les morts, lorsqu'il y a un décès dans la maison. Nous ne partageons pas les vues qui ont inspiré les rédacteurs d'un tel règlement. En temps d'épidémie, on ne ferait que changer le danger d'étage et ce n'est guère cela qui s'appelle l'éloigner.

Au surplus, dans l'intervalle des décès, qui donc empêcherait cette chambre d'être occupée par les vivants? Cela se passe ainsi à Leipzig, en France ce serait la même chose. Or, supposez que la désinfection ne soit point parfaite, la chambre mortuaire deviendra alors tout naturellement un foyer d'infection.

Envisageons maintenant quelle devrait être la disposition intérieure des obitoires?

En Allemagne, ce qui a prévalu, jusqu'à présent, c'est

une salle commune servant pour l'exposition des cadavres. A Berlin l'obitoire contient un souterrain pour le dépôt des cadavres. Le rez-de-chaussée contient la salle d'autopsie, une pièce pour y placer les cadavres à leur entrée et à leur sortie puis des chambres pour les surveillants. A Brême les cadavres sont aussi déposés dans une salle commune. A Weimar la disposition des locaux est identique. Seul l'obitoire de Carlsruhe, installé récemment (1877) contient des cellules mortuaires. A Bruxelles, le dépôt mortuaire de Saint-Josse-Ten-Noode a des cellules qui ne sont séparées que par des cloisons à mi-hauteur et ouvertes à la partie inférieure.

C'est l'hygiène qui a guidé les constructeurs en leur faisant préconiser les grandes salles communes. Cependant, il serait facile d'opérer la ventilation de cellules mortuaires, et l'emploi de ces cellules bien isolées les unes des autres nous paraît être bien préférable parce qu'elles permettraient aux familles de continuer à demeurer près de leurs défunts, dans la mesure qu'il leur plairait, tout en respectant cette pudeur des larmes dont se sont préoccupés à juste raison tous les auteurs qui ont étudié de près cette question.

Le projet Lafolloye et Napias écarte la présence, dans les obitoires, de salles d'autopsie ou de laboratoires, contrairement à ce qui existe en Allemagne. A Paris, où il est toujours possible de transporter à la Morgue les cadavres dont l'autopsie peut éclairer la Justice, la salle d'autopsie n'est pas nécessaire dans un obitoire. Mais dans les villes de province qui ne possèdent pas de morgue, et c'est la plus grande partie, la salle d'au-

topsie pourrait être d'une grande utilité, et nous proposons de la comprendre dans tout projet d'obitoire.

Un appareil à désinfection serait toujours annexé, d'une façon obligatoire. Il y aurait, enfin, une salle de réunion pour les familles et un logement pour les gardiens. Celui-ci devrait être séparé par une cour du corps de l'obitoire proprement dit. Le magasin aux bières serait dans le sous-sol et une chambre pourrait être ornée, selon le désir des familles, des insignes culturels préférés.

Cette disposition pourrait, croyons-nous, satisfaire les exigences des familles, de la Science, de la Justice et du Culte.

CHAPITRE VI

CONCLUSIONS

I. — La crainte des inhumations prématurées ne fait pas de l'existence des obitoires une nécessité. Une modification du Code civil peut, en l'espèce, résoudre le problème et rassurer les esprits en rendant obligatoire la vérification des décès par un médecin.

II. — Par contre, les obitoires, en étant un lieu de dépôt pour les morts, seraient utiles à la population pauvre, accumulée dans des logements étroits ; cette utilité s'étendrait à la société tout entière, parce qu'il serait alors possible, pendant une épidémie, d'enlever rapidement les morts et de prévenir les dangers d'infection ou de contagion, tout en conservant la garantie du délai légal.

III. — En permettant même de dépasser ce délai et en donnant la certitude de la vérification des décès, par la faculté d'attendre sans inconvénients le développement de la putréfaction, les obitoires donneraient satisfaction entière à cette crainte « si souvent mal fondée,

mais enfin toujours respectable » (Josat) de l'inhumation prématurée.

IV. — Des raisons morales s'ajoutent encore à ces avantages hygiéniques, car les obitoires permettraient d'enlever les cadavres des taudis où ils gisent fréquemment, pour les placer en un lieu où les marques extérieures du respect qui leur sont dues ne sauraient faire défaut, en attendant la cérémonie des funérailles.

V. — Le dépôt des cadavres dans les obitoires demeurerait toujours facultatif, mais il appartiendrait au médecin et à l'officier de l'état civil de le rendre obligatoire dans les cas où l'exigerait l'hygiène ou la morale.

VI. — L'installation des obitoires, tant à l'intérieur des villes qu'aux cimetières, serait mise sous la direction des conseils d'hygiène.

La disposition des obitoires, contrairement aux établissements du même ordre existant en Allemagne, ne comprendrait que des cellules et point de salle commune.

Vu : le Doyen,
LANDOUZY

Vu : le Président de la thèse.
THOINOT

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie
L. LIARD

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- BRUHIER D'ABLAINCOURT. — Sur l'incertitude des signes de la mort et l'abus des enterrements et embaumements précipités. Paris, 1749.
- CHAMPNEUF. — De la mort apparente et des dangers des inhumations trop promptes. Paris, 1832.
- D'ALENCASTRE. — Considérations sur les signes de la mort. Paris, 1832.
- DESCHAMPS. — Du signe certain de la mort. Paris, 1851.
- DOSIAS. — Des signes de la mort. Paris, 1858.
- DU FAY. — Des inhumations d'individus vivants suivi d'un aperçu pour l'établissement des salles mortuaires. Paris, 1847.
- FERRY. — Sur les signes de la mort. Paris, 1817.
- CHAUSSIER. — Rapport sur les enterrements précipités. *Bulletin. Fac. de Méd. de Paris*, 1816-17.
- DEVERGIE. — De la création de maisons mortuaires et de la valeur des signes de la mort. *Annales Hyg.* Paris, 1870.
- AMAND-D'AMBRAINE. — Dissert. médico-légale sur le danger des inhumations précipitées et les signes de la mort. Paris, 1821.
- BURDETT. — The necessity and importance of mortuaries for towns and villages, with some suggestions for their establishment and management. Londres, 1880.

- PLAY. — De mortuis curandis exposit, Leipzig, 1770.
- SCHNELDER. — Des moyens mis en usage pour éviter les enterrements précipités. Strasbourg, 1863.
- TOUCHARD. — Aperçu général des précautions prises en France avant l'inhumation des citoyens morts. Tours, 1833.
- DELVAL. — Des maisons mortuaires. *Ann. Hyg.*, Paris, 1877, et *Bull. Acad. roy. de Belgique*. Bruxelles, 1877, et *Presse médicale belge*, même année.
- BRANDON. — On the construction of houses for the reception of the cad. Londres, 1847.
- DU MESNIL. — De la création des maisons ou dépôts mortuaires à Paris. *Ann. d'hyg.*, Paris, 1879.
- LAFOLLYE ET NAPIAS. — Création des maisons ou dépôts mortuaires à Paris. *Ann. d'hyg.*, Paris, 1880.
- MACLEOD. — Public mortuaries. *San Jour. for Scotland*, Glasgow, 1876.
- MASEY. — Public mortuary house. Builder, Londres, 1867.
- CONGRÈS GÉNÉRAL D'HYGIÈNE DE BRUXELLES. — Quelle peut être l'utilité des dépôts mortuaires et, pour les cas où cette utilité serait reconnue, quel devrait être leur mode d'organisation ? Bruxelles, 1852.
- TARDIEU. — In *Dictionnaire d'hygiène publique et de salubrité*.
- TOURDES ET LUTAUD. — In *Dictionnaire encycl. des sciences méd.*, Paris, 1880.
- Discussion au Sénat sur la mort apparente et sur la législation relative aux inhumations (Séances des 2 mai 1863, 6 mars 1865, 27 et 29 février 1866, 29 janvier 1869) in *Moniteur universel*.
- DEVERGIE. — Communication faite en 1878 au Conseil d'hygiène et de salubrité du département de la Seine.
- BELVAL. — Comptes rendus des travaux du Comité de salubrité publique de Saint-Josse-ten-Voode. Années 1867-68-69.
- MARTIN BARBET. — Comptes rendus des travaux du Conseil d'hygiène publique et de salubrité du département de la Gironde, in *Annales d'hygiène publique*, 1875, t. XLIII, p. 95 et seq.

CIESZKOWSKI. — *Congrès général d'hygiène de Bruxelles*, 1852, p. 105.

DEVERGIE. — Des signes de la mort. Étude de leur cause, appréciation de leur valeur, *Ann. d'hyg. publ.*, 1874, t. XLI.

DEVERGIE. — De la création des maisons mortuaires et de la valeur des signes de la mort. *Ann. d'hyg. publ.*, 1870, t. XXXIV.

LAMOUREUX. — Création des maisons mortuaires. *Annales d'hyg.*, 1880, t. V.

ARNOULD. — *Nouveaux éléments d'hygiène*, p. 660.

BOUCHUT. — *Traité des signes de la mort*, Paris, 1883.

DURANDE. — *Mémoire sur l'abus de l'ensevelissement des morts*, Strasbourg, 1789.

JOSAT. — *De la mort et de ses caractères*, etc. Paris, 1854.

BROUARDEL. — *La mort et la mort subite*, Paris, 1895.

LACASSAGNE. — *Précis de médecine légale*, Paris, 1906, et *Lyon médical*, 1881.

LECADRE. — *Ann. hyg. publ.*, 1866.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	7
CHAPITRE PREMIER. — LES OBITOIRES ET LA MORT APPA- RENTE	9
CHAPITRE II. — LES OBITOIRES ET L'HYGIÈNE PUBLIQUE. .	9
§ I. — <i>Dans les agglomérations urbaines</i>	19
§ II. — <i>Dans les campagnes.</i>	28
CHAPITRE III. — CONSIDÉRATIONS MORALES AYANT TRAIT A L'INSTALLATION DES OBITOIRES	31
CHAPITRE IV. — RÉGLEMENTATION DES OBITOIRES ; LEUR UTILISATION OBLIGATOIRE	35
CHAPITRE V. — ORGANISATION DES OBITOIRES ; LEUR AGEN- CEMENT ET LEUR MATÉRIEL SCIENTIFIQUE.	38
CHAPITRE VI. — CONCLUSIONS	43
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	45

